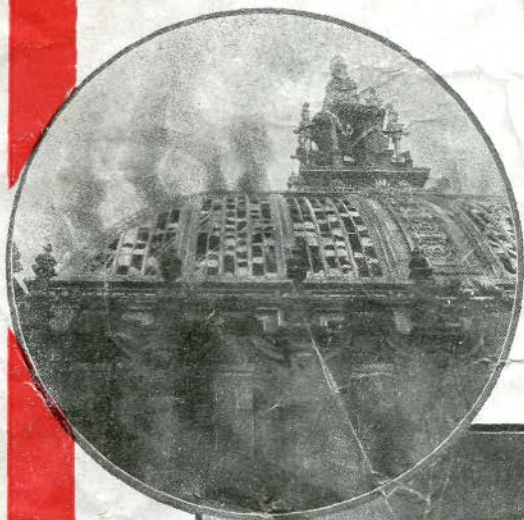


L'INCENDIE DU REICHSTAG



PROVOCATION
HITLERIENNE

REVELATIONS

PAR
LUDVIG
EX-DEPUTÉ ALLEMAND

1 FRANC



Defense Edition -- 12, Avenue Mathurin-Moreau - PARIS (19)

amsab
Institut voor
Sociale Geschiedenis
MAD/010/12

L'INCENDIE DU REICHSTAG PROVOCATION HITLERIENNE

PAR LUDVIG
EX-DÉPUTÉ ALLEMAND

ÉDITÉ PAR "DÉFENSE ÉDITION",
12, AVENUE MATHURIN-MOREAU — PARIS - 19'

PRIX : 1 FRANC

PREFACE

PAR MARCEL CACHIN

Un camarade allemand, échappé à l'enfer hitlérien, a résumé en ces quelques pages, l'épisode ténébreux de l'incendie du Reichstag, le 27 février 1933.

Le gouvernement nazi est, de toute évidence, l'auteur de cet attentat. A l'étranger, tous les journaux, même bourgeois même « réactionnaires » l'ont affirmé et l'affirment encore. C'est que, vraiment, le mauvais coup a été monté de la manière la plus grossière.

Depuis fin janvier 1933, Hitler est chancelier d'Allemagne. Aussitôt son avènement au pouvoir, il dissout le Reichstag qui venait d'être élu quelques semaines plus tôt. Il annonce de nouvelles élections pour le 5 mars.

Mais il faut préparer les esprits; il faut, par tous moyens, assurer une majorité certaine aux nazis. Il faut pour cela que surgisse un événement sensationnel, dramatique, qui permette de soulever l'opinion contre les révolutionnaires. Il faut qu'Hitler apparaisse comme le sauveur de la société menacée par les subversifs du communisme. Hitler et les siens décident de faire brûler le Reichstag.

Le feu est mis le 27 à 10 heures du soir.

Quelques minutes après que l'alarme eut été donnée, les hitlériens parcourent les rues de Berlin en accusant les communistes d'avoir allumé l'incendie. L'accusation infâme se répand dans toute l'Allemagne. On a interdit tout la presse ouvrière. On a baïllonné toute l'opinion. Depuis le 27 février jusqu'au 5 mars, la terreur blanche sévit dans tout le Reich. Les élections, faites dans une pareille atmosphère donnent, naturellement à Hitler la majorité qu'il cherchait. Le coup a réussi comme l'avaient prévu les ruffians du nazisme.

Hitler et les bandits qui l'entourent ont donc fait flamber la Chambre des députés allemands pour affoler l'opinion, à la veille d'un vote décisif. C'est ce que prouve cette petite brochure. Elle abonde en détails précis; elle analyse, pour en montrer l'absurdité et l'in vraisemblance, toutes les accusations anti-communistes maladroitement échafaudées par le procureur d'Hitler. Elle accumule les faits probants, concordants pour conclure à la seule culpabilité des nazis dans l'acte stupide et criminel. Elle met en lumière toutes les intrigues des Rosenberg et des Deterding qui ont placé la torche dans les mains des van der Lubbe et des Bell, agents provocateurs de la Peste Brune. Le fascisme hitlérien est ici démasqué de façon décisive.

Cependant, Hitler s'apprête à traduire des innocents devant une infâme justice frelatée et servile. Devant sa parodie de Reichstag, il a annoncé qu'il exigeait des châtiments exemplaires pour accuser de son propre forfait les communistes allemands et des membres de l'Internationale communiste.

Il fait dire par sa presse que les complices de l'incendiaire sont connus. C'est Ernest Thaelman, c'est Torgler, c'est Dimitroff, c'est Popoff, c'est Taneff !

Remarquez qu'il est absolument impossible d'apporter le premier élément de preuve à ces monstrueuses affirmations ! Aux yeux de n'importe quel communiste, de n'importe quel révolutionnaire, l'incendie du Reichstag eût été en tous temps un geste absurde et inutile ! Mais dix jours avant le vote, et dans l'état d'exaltation chauvine d'une large partie du peuple allemand, ce geste apparaissait encore beaucoup plus insensé. Il ne pouvait servir en rien les révolutionnaires. Il est aisé de constater, au contraire, qu'il arrivait à point pour justifier la terreur blanche et l'exécution du plan anti-marxiste des bandits hitlériens.

N'empêche que le juge Vogt fait désigner publiquement par les valets de presse, notre camarade Torgler, leader du groupe communiste au parlement allemand; Ernest Thaelman, secrétaire de notre Parti frère d'Allemagne, comme les com-

plices « des bouteurs de feu » ! Puis, dans la suite, les hasards d'une rafle ayant amené dans les bureaux de police berlinois trois révolutionnaires bulgares, chassés de leur pays par leurs bourreaux, le juge Vogt les annexe d'emblée dans son réquisitoire. Il les inculpe d'autorité, sans une ombre de justification, sans qu'un seul fait l'y autorise. Mais pour lui, l'occasion est trop tentante ! Ces trois exilés, réfugiés à Berlin, sont des membres vaillants de l'Internationale Communiste. Dimitroff, Popoff, Taneff sont, eux aussi, et sans hésitation, accusés d'avoir pris part à l'incendie désormais historique.

Tous ces militants courageux sont parmi les meilleurs des combattants de la grande cause du prolétariat. Ils sont depuis déjà plusieurs semaines emprisonnés et torturés. Ils sont entre les mains des pires tortionnaires. La menace de mort pèse sur eux.

Les ouvriers de notre pays les défendront. Et non seulement les ouvriers communistes, mais aussi les socialistes et les sans-parti. C'est leur devoir et ils n'y manqueront pas. Prochainement, va s'ouvrir la dramatique parade judiciaire annoncée par Hitler. On en suivra partout avec passion les diverses péripéties.

La présente brochure permettra à tous les travailleurs de détruire par avance les intrigues criminelles, les accusations imbéciles des hitlériens déguisés en magistrats. Aux légendes et aux fables des nazis, elle oppose la Vérité impartiale et vengeresse.

Répandons-la autour de nous dans les usines, les entreprises, et les maisons des ouvriers pour qu'ils soient prêts, le moment venu, à porter le maximum de leur aide solidaire aux cinq camarades valeureux dont la vie est directement menacée par la bestialité du fascisme allemand !

Marcel Cachin.



GOERING, ministre hitlérien,
un des organisateurs de l'incendie du Reichstag,
prononçant un discours provocateur.

Provocation Hitlérienne

Préludes de crimes

Il y a trois mois, le 30 janvier 1933, le chef du parti national-socialiste Hitler, fut nommé chancelier du Reich par le président von Hindenburg.

Son premier acte fut la dissolution du Reichstag dans le but d'y obtenir une majorité gouvernementale par la suite.

Les nationaux-socialistes commencèrent à exercer une terreur plus forte contre leurs adversaires, non seulement contre les communistes, mais aussi contre les social-démocrates et même contre les militants du parti du centre catholique.

La plupart des journaux communistes furent interdits. Quelques agents de la police prussienne qui avaient osé prêter secours à des personnes attaquées par les troupes d'assaut hitlériennes, furent congédiés. Une atmosphère d'incertitude et de nervosité pesait sur le pays.

Les cohortes brunes d'Hitler venaient parader devant les locaux du Parti communiste allemand pour provoquer les travailleurs et déclancher la guerre civile. C'était un piège grossier, l'intrigue échoua.

Quelques semaines plus tard, vers la fin de février, la maison de Karl Liebknecht, siège du Comité central du P. C. A., fut mise à sac. Dans les documents que la police prétendait avoir trouvés dans les « catacombes » de ce bâtiment, — qu'ils auraient simplement désignées « caves » dans toute autre maison —, il y aurait un plan de coup d'Etat particulièrement étudié. Malgré les promesses des autorités policières, les prétendus documents incriminant les communistes, n'ont jamais été publiés, car ils n'existent point.

On parlait de l'intention de supprimer les organisations communistes, de casser leurs mandats parlementaires. La rumeur courait à Berlin qu'un attentat quelconque — probablement contre le

chancelier lui-même — dont la responsabilité serait rejetée sur les communistes, donnerait le signal d'une action policière de grand style, contre les deux partis, communiste et social-démocrate.

Spécialement dans les milieux des correspondants de la presse étrangère, de telles éventualités étaient discutées. Toute l'opinion publique s'attendait à un événement sensationnel qui fournirait le prétexte d'imposer la dictature.

L'Incendie

Le 27 février, vers 22 heures, l'alarme du feu émanant du palais du Reichstag fut donnée du dehors par des passants. Quand les pompiers accoururent, ils trouvèrent sur le lieu de l'incendie, une vingtaine d'hitlériens.

Les agents de police ayant pénétré à l'intérieur, découvrirent près de la porte V un individu à demi-vêtu qui se laissa arrêter. Il n'avait plus de chemise et portait tout juste un pantalon. Il essaya — ou prétendit essayer — de s'échapper.

Par un étrange hasard, dès le début du sinistre, Hitler arriva au Reichstag. Il ne connaissait encore rien des circonstances de l'incendie, mais il déclara aussitôt : « C'est l'œuvre des communistes. »

Quelques minutes après, le Ministre Goering arriva également. Il est tout à fait extraordinaire que le soir de l'incendie, à l'apogée de la lutte électorale, Hitler, Goering et Goebbels, les chefs les plus éminents nationaux-socialistes, se trouvaient tous les trois à Berlin, au lieu d'être en voyage de propagande comme habituellement en pareil cas.

Provocation organisée.

L'incendiaire, interrogé sur le champ, avoue donc tout ce que l'on veut. Il proclame être communiste convaincu, sympathisant avec les socialites, ami des catholiques. Trois jours après, il déclarera au correspondant du « Telegraaf », journal hollandais, qu'il n'était pas communiste.

Dans la poche de son pantalon, on trouve un passeport hollandais. La police le saisit. Le nom du porteur est Van der Lubbe...

En outre, tandis qu'il aurait employé ses vêtements pour mettre le feu, il a néanmoins gardé par devers lui sa carte du Parti communiste hollandais. De cette carte mystérieuse, il ne fut plus jamais question depuis...

Questionné, il nie catégoriquement avoir eu des complices. Les autorités déclarent, dans un premier rapport, que c'est certainement le ou un des incendiaires. Mais, ajoute le communiqué, son interrogatoire n'a pas eu lieu complètement, « en raison des difficultés de langue ». Malgré cela, il était cependant capable d'expliquer, quelques jours plus tard, au juge d'instruction qu'il avait l'intention de mettre le feu le 25 février 1933, à l'office d'assistance publique de Neukölln, à l'ancien château impérial et à l'Hôtel-de-Ville de Berlin.

Goering aide les incendiaires et entrave l'action des pompiers.

A minuit, alors que l'incendie était déjà maîtrisé, le service des pompiers déclarait avoir trouvé cinq à six foyers d'incendie. Un rapport de police, publié le lendemain, parle de soixante à soixante-dix foyers d'incendie, disposés entre la salle des séances et la coupole et dans le restaurant des députés.

Il faut admettre qu'un travail aussi étendu n'a pu être accompli que par une équipe travaillant sans crainte d'être dérangée. Ultérieurement, dans une assemblée de son service, le chef du corps des sapeurs-pompiers, Gempp, raconta qu'il y avait un fourgon rempli de matériaux incendiaires non encore utilisés, cachés au-dessous de bancs et sièges, entassés dans des armoires et pièces.

De plus, il se plaignit qu'on ne soit pas intervenu avec l'énergie suffisante. C'est le ministre Goering qui ne permit pas d'user tout de suite de tous les moyens d'alarme pour mobiliser tous les secours disponibles. Par suite de ce témoignage, Gempp fut congédié.

Il est bizarre que le personnel du Reichstag ne se soit aperçu de rien avant que l'alarme soit donnée du dehors. Régulièrement, il y avait un service de surveillance circulant toutes les deux heures à travers le vaste bâtiment. Le jour même, le chef du personnel — sous prétexte qu'il n'y aurait plus rien à faire — indiqua à ses

subordonnés d'avoir à quitter le palais vers 17 heures. Ceci en violation même des règlements établis. Quand les fonctionnaires refusèrent de s'en aller, aussitôt on leur fit comprendre que c'était le désir formel du président du Reichstag, M. Goering, l'actuel ministre de l'Intérieur, ami intime du chancelier Hitler.

D'ailleurs, il faut savoir que les concierges du Reichstag ne laissent entrer personne qu'ils se connaissent et dont ils n'ont examiné, précisément, le nom et le but de la visite.

Toutefois, quant à l'arrivée, ils n'avaient observé rien de singulier. Mais, le soir-même de l'incendie, un des concierges, partisan social-démocrate, ayant fait des observations frappantes, les indiqua à un de ses amis qui vint le voir. Tous les deux informèrent alors, par téléphone, le « Vorwaerts » l'organe central du Parti social-démocrate allemand. Ils dirent entre autres : « Il rôde ici autour, des gens suspects, avec des matériaux, des événements monstrueux sont en train de se préparer ».

Brusquement, le discours fut interrompu. Aussitôt après, les deux parleurs disparaissaient sans laisser de trace.

L'odieux mensonge

Toutes les issues ayant été fermées dès après l'alarme, les criminels — au moins au nombre de sept — ne pouvaient s'enfuir que par la canalisation souterraine du chauffage. Or, cette canalisation passe sous la chaussée et aboutit au palais réservé au domicile du président du Reichstag.

Au moment de l'incendie, ce palais était occupé par un fort détachement des troupes de choix de l'armée brune, surtout appartenant à la section nommée Horst Wessel. Mais, fait étrange, aucun des incendiaires n'y fut pris.

Immédiatement après avoir reçu la nouvelle de l'incendie, la masse des adhérents nationaux-socialistes ne savait pas quelle attitude prendre. Au premier moment, certains triomphaient en disant : « Enfin, nous avons détruit le parlement définitivement ». Ils ne connaissaient pas encore ce dont il s'agissait.

Le soir de l'incendie, il n'y avait que les militants nationaux-socialistes chargés de missions spéciales, qui avaient le droit de

sortir. Aux autres, il fut formellement interdit de se montrer dans les rues en groupe. Retenus dans leurs abris, ils ne se doutaient pas de ce que cet ordre signifiait. Ils attendaient. Brusquement, à 23 heures, on leur commanda : « Rassemblement au pas de gymnastique à la porte de Brandebourg, sans arme, service de barrage, le Reichstag est en feu ».

Aussitôt, le chef d'un groupe d'assaut berlinois, homme de confiance de Goering, convoqua une trentaine de jeunes gens sûrs, dans une brasserie située près du Reichstag, au coin de la Wilhelmstrasse et de la Dorotheenstrasse et leur donna l'ordre de se rendre dans les différents quartiers de la ville et de répandre dans les bistrotts et dans les rues, que c'étaient les communistes qui avaient mis le feu au Reichstag, que l'on avait des preuves, enfin, bref, tout ce qu'on devait lire le lendemain dans les journaux.

Tout cela fut présenté comme une vérité incontestable et avec tant d'assurance que les instruments de propagation furent tous saisis de fureur contre les incendiaires. Ils se précipitèrent et s'acquittèrent de leur tâche avec un zèle forcené.

Terreur déchaînée

Simultanément, ce fut quelques heures après l'incendie que les arrestations commencèrent. Dans toute la Prusse, domaine du ministre Goering, des centaines de politiciens oppositionnels pacifistes, socialistes, la plupart communistes, furent saisis et emprisonnés.

Les mandats d'arrêt étaient préparés d'avance, la date y fut ajoutée plus tard, à la plume. Il y avait trois jours que les casemates de Spandau avaient été dégagées pour l'accueil de captifs, qui, par douzaines, y furent transportés.

Parmi les premiers arrêtés, se trouvait l'inspecteur d'incendie, Ahrens, qui avait eu l'imprudence de constater que les matériaux incendiaires avaient dû être portés par le souterrain conduisant au palais du président Goering.

Celui-ci procédait avec une rapidité étonnante, ses mesures de représailles étaient conçues, rédigées et promulguées aussitôt après l'incendie.

Evidente invraisemblance

Déjà le 28 février, un communiqué du gouvernement prussien déclara que l'incendie du Reichstag était l'acte de terrorisme le plus scandaleux du bolchévisme en Allemagne. Parmi les documents saisis dans la maison « Karl Liebknecht », ancien siège du Comité Exécutif du P. C. A., on prétendait avoir trouvé des indications précises sur l'exécution d'actes de « terrorisme selon l'exemple bolchéviste ». Les édifices publics, les châteaux, les musées et les entreprises d'importance vitale — prétend le service de presse prussien — devaient être incendiés.

La découverte de ces documents aurait empêché la réalisation méthodique de la révolution bolcheviste. Toutefois, l'incendie du Reichstag devait être le signal d'un soulèvement sanglant. Des pillages devaient être entrepris à Berlin dès mardi (le 28 février), à 4 heures du matin. Egalement, les actes de terrorisme devaient commencer dans toute l'Allemagne et la guerre civile générale devait être déclenchée.

Par conséquent, les pouvoirs publics étaient avertis de la prétendue intention que des attentats de cet ordre devaient se produire sur plusieurs points de Berlin. S'il en était ainsi, comment l'incendiaire du Reichstag a-t-il pu préparer son coup.

Il est incompréhensible que la police ayant eu vent d'un projet criminel, n'ait pu empêcher tout un groupe d'incendiaires de travailler pendant plusieurs heures dans les locaux du Reichstag.

Quel est donc ce Van der Lubbe

Quelle est la biographie du nouvel Erostrate dénommé « van der Lubbe » ? Un individu portant le nom « Marinus van der Lubbe », né à Leyden, âgé de 24 ans, a été exclu du P. C. hollandais, il y a déjà plusieurs années, comme susceptible d'être mouchard et provocateur.

Au ministère de l'Intérieur du Reich, il existe un rapport officiel de l'ex-gouvernement saxon, remplacé depuis, par un commissaire et récemment par un gouverneur fasciste. Ce rapport confirme qu'un van der Lubbe a séjourné dans diverses villes

saxonnes comme agitateur national-socialiste, se faisant payer et entretenir par les organisations officielles du Parti national-socialiste.

Par exemple, il passa la nuit du 31 mai au 1^{er} juin 1932 dans la petite commune de Soernewitz, près de Meissen, en Saxe. Les registres de police de cette place en font foi. Il se présenta à deux militants connus du parti national-socialiste, Albert Sommer, conseiller municipal de la Commune voisine de Brockwitz et Schumann, jardinier, en se déclarant membre du Parti nazi. Il y logea deux jours, puis disparut.

Sommer raconta peu après au maire et au secrétaire de la mairie de Brockwitz que van der Lubbe lui avait dit : « La guerre civile éclatera en Allemagne en octobre et le parti national-socialiste est préparé à tout ». Depuis que Sommer a donné les informations sus dites, il n'est plus possible de le découvrir.

Le « Daily Telegraph » communique en outre que le ministre de l'Intérieur du Reich, le national-socialiste Frick, aurait demandé confidentiellement au gouvernement bavarois, d'éviter à tout prix toutes publications et révélations sur l'appartenance de van der Lubbe au parti nazi. En application de cette instruction, des fonctionnaires de la police bavaroise ont visité toutes les rédactions et sous menace des pires sanctions ont obtenu leur silence.

La police prussienne connaissait un « van der Lubbe » depuis près de deux ans, il avait été arrêté en avril 1931, à Gronau, en Westphalie, parce qu'il vendait sans autorisation des « cartes postales illustrées de tendance communiste ». C'est dès cette date qu'il devint une créature de la police, car s'il n'était pas entré dans les rangs de celle-ci, il aurait été expulsé sans merci selon la pratique habituelle.

Faux passeport

Enfin, la photographie et le passeport de « van der Lubbe » furent publiés officieusement. Le passeport est bien hollandais, mais le nom du porteur est orthographié en allemand. Le « u » se prononce en hollandais comme en français. Mais en allemand, la lettre « u » se prononce « ou ». Pour rendre le son « u », il faut écrire « ü », c'est-à-dire avec tréma. Et sur le passeport du

criminel, on lit : « van der Lübbe », mais l'individu lui-même a écrit justement son nom « van der Lubbe ».

N'est-ce pas étrange que les autorités hollandaises qui auraient délivré le passeport n° 31.896 à v. d. Lubbe aient cru orthographe son nom suivant les règles de l'orthographe allemande, en employant un signe qui n'existe point dans l'alphabet hollandais ?

Pris sur le fait que le passeport n'apparaît pas être authentique, les fascistes tentèrent une nouvelle diversion. Certaines feuilles nazies lancèrent l'avis que les autorités croyaient tenir un complice de van der Lubbe, ce serait un russe, nommé Eugène Meiselson (nom extrêmement juif) âgé de 26 ans et arrêté près d'Aix-la-Chapelle. Mais de cet individu, prétendu russe, on n'a plus entendu parler.

Justification plus que douteuse

La propagande hitlérienne s'efforça alors de faire jouer des ressorts plus souples. Le juge d'instruction autorisa un journaliste, collaborateur de feuilles françaises de gauche, de s'entretenir avec « van der Lubbe ». Celui-ci, instrument docile et traitable, s'évertua à se montrer comme un fanatique, rêveur, plein de contradictions, farci de théories, impétueux et nostalgique, simple et pur idéaliste. Il contesta avoir eu des complices. En opposition à la réalité établie par le service des sapeurs-pompiers — et que nous avons démontrée — il prétend avoir utilisé comme produits inflammatoires, le produit dont les bonnes berlinoises se servent pour allumer le feu et dont la boîte ne coûte que 25 pfennigs.

Pas d'essence, seulement cinq à six boîtes de ce matériel, ainsi que des serviettes et des nappes prises dans une armoire et dont une aurait mesuré six mètres. Tout cela, pour alimenter les vingt brasiers qu'il admet avoir allumés.

Mais l'explication qu'il donne pour éliminer l'histoire du passeport scabreux, est vraiment un comble. Pendant son séjour en Allemagne, il affirme s'être présenté dans de nombreux asiles de nuit. Chaque fois qu'on lui demandait son nom, il devait exposer pourquoi la lettre « u » ne portait pas de tréma, jusqu'au jour où un surveillant ajoutât le tréma sur le « u ». On s'apercevrait bien,

d'ailleurs, qu'il avait été ajouté, car l'encre employée était bleue, alors que le texte du passeport était écrit à l'encre noire.

Voilà une déclaration désarmante, car personne ne croira que pour simple raison de fantaisie, un fonctionnaire se serait permis de falsifier un document.

Après tant d'indices, personne ne peut douter qu'il s'agit d'un provocateur. Même son identité est loin d'être établie. La police de Berlin possède les empreintes digitales de l'incendiaire. Elle est aussi en possession des empreintes transmises par la police néerlandaise et qui sont, en toute certitude, celles d'un nommé van der Lubbe, aventurier, démasqué autrefois par le P. C. hollandais et expulsé de ses rangs. Les deux documents peuvent être aisément comparés, mais jamais ils n'ont été publiés simultanément, car les empreintes digitales sont absolument différentes.

Le plan criminel d'Hitler

En examinant les détails, on ne peut s'empêcher d'observer que la provocation n'était pas préparée avec la précision militaire usitée chez les nationaux-socialistes. Suivant le plan original, la catastrophe devait être beaucoup plus grandiose, le palais du Reichstag devait tout entier tomber en proie des flammes et chaque piste des incendiaires devait, de ce fait, être effacée. Ces derniers, d'ailleurs, devaient être plus nombreux, au moins vingt, d'après nos informations.

Aussi, projetait-on d'employer une quantité plus grande de matières inflammables et de bombes. Suivant le plan initial, l'incendiaire van der Lubbe ne devait être arrêté qu'après une chasse pleine de diversions, afin d'éviter tout soupçon que l'incendie avait été mis en scène à dessein.

La marche devait se dérouler ainsi : à la vue du Reichstag en flammes, le « peuple allemand » devait se précipiter avec indignation sur les communistes, les social-démocrates et les syndicats ouvriers; alors devait commencer la « nuit des grands couteaux » annoncée depuis longtemps et au cours de laquelle devait se produire la destruction des Maisons du Peuple, des imprimeries, des locaux des partis ouvriers et des logis des chefs des ouvriers, tandis que de nombreux assassinats auraient été exécutés.

Le lendemain, le gouvernement hitlérien, pour calmer la population, aurait déclarés proscrits les partis communiste et social-démocrate, il aurait annulé leurs listes électorales et arrêté tous leurs fonctionnaires. Quarante-huit heures plus tard, Hitler aurait obtenu la majorité absolue et Hindenburg aurait dû donner sa démission. Von Papen et Hugenberg auraient été débarqués du cabinet.

La date fatale dut être avancée

Tout cela devait être exécuté d'après un plan fixé par avance et prévoyant l'incendie du Reichstag pour la date du 2 mars. Or, le projet n'était pas encore entièrement mis au point lorsqu'Hitler se vit contraint d'avancer le moment fatal au 27 février.

La hâte entraîna une confusion et compromit l'exécution du plan criminel. Les nazis ne parvinrent pas à brûler l'édifice de fond en comble, les traces laissées par les incendiaires ne purent donc disparaître entièrement dans les cendres. Le « malheureux » van der Lubbe dut attendre quinze minutes derrière les portes fermées du Reichstag avant qu'arrivent les agents qui étaient désignés pour le saisir.

Cette précipitation avait des raisons urgentes. Le matin du 27 février, ayant reçu une nouvelle extraordinairement importante, von Papen convoquait brusquement les dirigeants des casques d'acier et se mit immédiatement en liaison avec Hugenberg, le général Hammerstein ainsi qu'avec le général von Schleicher lui-même. Il s'entretint ensuite confidentiellement avec le président von Hindenburg.

Deux heures plus tard, les chefs des casques d'acier quittaient Berlin pour se rendre dans toutes les contrées d'Allemagne, afin de mobiliser leurs troupes.

Les projets secrets des nazis furent éventés

Quelle était donc la raison de ces mesures ? La voici : von Papen avait été informé que, selon des instructions secrètes de l'état-major d'Hitler, les troupes d'assaut nationales-socialistes, devaient occuper, le 27 février, les voies publiques de Berlin.

Les troupes constituées par les bataillons nazis de Berlin, ren-



Les schupos dans les rues de Berlin.

forcées de recrues de province, devaient être concentrées dans les camps situés tout autour de la capitale. Là, des armes devaient être distribuées et un exercice d'entraînement devait avoir lieu.

Ces instructions clandestines prévoyaient que le 5 mars, les troupes d'assaut seraient transportées à Berlin par des trains spéciaux et par des camions policiers et qu'elles occuperaient la ville jusqu'au soir. A minuit, lorsque les résultats des élections devaient être connus, elles devaient cerner le palais du président du Reich et inviter Hindenburg à démissionner, afin qu'Hitler soit désigné chef d'Etat.

Hitler devait former ensuite un directoire composé exclusivement de nationaux-socialistes.

C'étaient ces graves nouvelles que von Papen annonçait au président von Hindenburg au cours de cette conférence dont nous venons de parler.

Contre plan

En conséquence, un contre-plan était élaboré comme suit :

les meilleurs détachements des casques d'acier seraient transportés à Berlin et chargés d'assurer la défense du quartier gouvernemental. Quelques régiments de la Reichswehr (armée du Reich) seraient concentrés à Doeberitz, à 25 kilomètres de Berlin.

Le 5 mars, le président du Reich se rendrait à cet endroit lui-même, sous prétexte de prendre part à une parade de troupes. La contre-offensive étant ainsi préparée, au cas où les nationaux-socialistes auraient risqué une émeute, ils auraient rencontré devant eux la résistance des casques d'acier, tandis que la Reichswehr les aurait attaqués à revers.

Grâce à un système d'espionnage bien étendu, Hitler s'aperçut que ce projet compromettait la réussite parfaite de son coup d'Etat en rendant inefficace l'incendie du Reichstag.

Dans ces conditions, Hitler se vit contraint d'avancer la date de l'incendie et c'est pourquoi il ne lui fut pas possible de le préparer aussi soigneusement qu'il en avait l'intention et c'est pourquoi aussi son crime ne donna pas les résultats attendus. C'est Goering qui réussit à persuader Hitler, principal initiateur du plan d'incendie, d'en hâter l'exécution. Le 27 février donc, se décidait l'incendie du Reichstag à 16 heures, trois heures après, il se réalisait.

Ce que valent les calomnies contre le parti communiste allemand

Même en Allemagne, pour ne pas parler de l'étranger, l'inculpation du Parti communiste d'avoir mis en scène l'incendie du Reichstag, rencontra le plus grand scepticisme. Dans les milieux politiques personne ne crut capables ses dirigeants, tacticiens habiles, d'un geste si stupide et qui ne pouvait que les livrer aussitôt aux violentes repréailles d'un régime qui n'attendait précisément qu'un prétexte pour intervenir contre eux et tous ses adversaires.

Le fait unique que le criminel aurait déclaré avoir eu des relations non seulement avec le Parti communiste, mais encore avec des dirigeants social-démocrates, donne encore la preuve irréfutable qu'il s'agit d'un « blagueur ». Chacun, même celui qui n'a qu'une qu'une petite idée de la politique allemande intérieure, parfaitement qu'il y a un abîme entre le Parti communiste et les chefs social-démocrates et que ces derniers détestent extrêmement et repoussent tout acte d'illégalité.

Incendie propice

D'autre part, il est impossible de ne pas trouver que l'incendie du Reichstag est tout de même arrivé à un moment par trop favorable, que les circonstances dans lesquelles il s'est produit sont par trop extraordinaires, pour ne pas voir clairement la provocation inouïe.

Les provocations banales, les fusillades, les expéditions punitives, les perquisitions, la suppression des journaux ne suffisaient plus, c'est pourquoi Hitler a lancé le grand coup, la provocation prodigieuse : l'incendie du Reichstag.

Pour en tirer le profit politique le plus grand possible, les autorités ouvrirent le palais du Reichstag à l'inspection publique. Des trains spéciaux furent formés, un véritable pèlerinage fut organisé pour inculquer au peuple la criminelle légende des « incendiaires rouges ».

Ordonnance de terreur

Dès lors, la terreur blanche fut déchaînée. Un nombre énorme d'arrestations, surtout « préventives », de sévices, de coups de mains, des « exécutions » à cause de tentatives d'évasion, eurent lieu. Les chemises brunes furent intégrées dans les rangs de la police, sous le nom de « police auxiliaire ». Tous les périodiques, journaux, tracts et affiches des partis communiste et social-démocrate, des pacifistes et de la Ligue des Droits de l'Homme furent supprimés.

Une ordonnance « pour la protection du peuple et de l'Etat » fut promulguée le lendemain. On a l'impression que cette ordonnance était déjà prête et qu'elle n'attendait pour être publiée que la sirène des pompiers. Dans 5 paragraphes sont précisées des « sanctions » destinées à parer à des actes communistes de violence dirigés contre l'Etat. Toutes les libertés constitutionnelles sont suspendues, la liberté individuelle, la liberté d'opinion, de réunion et de domicile. La censure postale, télégraphique et téléphonique est instituée. Quiconque déplaît aux adhérents d'Hitler est véritablement mis hors la loi.

Pour les communistes, les socialistes, en partie même pour le centre catholique, il n'existe plus de liberté électorale. Les réunions sont interdites, les locaux fermés, les tracts et appels sont confisqués, les militants incarcérés. Les théâtres, les cinémas, la radio sont mis au service des nazis.

Elections falsifiées

Ce fut dans une atmosphère inexprimable de terreur, d'angoisse et d'un nationalisme exalté que les élections du 5 mars eurent lieu.

Dans ces conditions, les résultats des élections ne furent même pas brillants pour les hitlériens. Un grand nombre d'adversaires furent emprisonnés pour les éliminer du vote. Les chiffres furent falsifiés. En Poméranie, par exemple, on comptait 80.000 votants de plus qu'il n'en étaient inscrits sur les listes. Personne ne peut contrôler combien de billets de suffrage ont été échangés.

Mais quoi qu'il en soit, Hitler possède le pouvoir et il s'en sert sans gêne. Jusqu'à présent il a anéanti la constitution républicaine, unifié le Reich, supprimé toute opposition, poursuivi les Juifs, menacé les peuples voisins, choqué l'opinion mondiale.

L'Allemagne est soumise en fait, à l'état de siège.

La peine de pendaison est rétablie

Hitler est l'homme du capital. Aussi a-t-il fait renchérir les denrées alimentaires, hausser les douanes agricoles pour le seul bénéfice des grands propriétaires fonciers.

Par contre, pour les 7 à 8 millions de chômeurs, il n'y a que des parades, des croix gammées, des retraites aux flambeaux, des discours farouches et chauvinistes, livrés au dégoût public par la radio, et enfin le « service auxiliaire » servant à l'apprentissage militaire et jouant le rôle de briseur de grève.

A la longue, c'est trop peu, et c'est pourquoi les autorités allemandes ont besoin de grands spectacles judiciaires pour animer l'esprit public. C'est pour cette raison que le chancelier Hitler dès ses débuts au Kroll-Opéra, devant le nouveau Reichstag, demanda

aux juges allemands de s'accomoder dans leurs travaux, aux nécessités publiques, c'est-à-dire à tous les désirs non scrupuleux du gouvernement.

C'est pourquoi par une ordonnance récemment promulguée, la peine de pendaison est établie, surtout pour le crime d'incendie. Cette ordonnance est mise en vigueur pour les délits commis antérieurement au 30 janvier 1933, jour de l'avènement d'Hitler. Quant à « van der Lubbe », il a fait son office, il sera livré comme proie au bourreau. Enfin, par une autre ordonnance on a ressuscité les tribunaux d'exception qui ont gagné la haine ardente des masses.

Il n'y a plus d'instruction préalable, les témoignages peuvent être repoussés. Les sentences sont immédiatement applicables. Il n'y ni appel, ni révision. Maintenant que les derniers juges et procureurs qui n'étaient pas dévoués à la croix gammée ont été destitués de leur poste, on peut s'imaginer quels verdicts sanglants ces tribunaux spéciaux prononceront contre des accusés privés de tout moyen de défense.



TORGLER



THAELMANN

Monstrueux procès

Pour activer le procès contre l'incendiaire du Reichstag on a élu comme juge d'instruction M. Vogt, conseiller à la Cour suprême du Reich à Leipzig. Autrefois, pendant quelques années, il occupa cette même fonction. Il est renommé pour sa férocité.

En vue de la tâche glorieuse d'arranger l'affaire de l'incendie du Reichstag, il lui semblait absolument nécessaire d'impliquer ignominieusement le Parti communiste allemand et la III^e Internationale.

Pour cela il inculpa le député Torgler, chef de la fraction communiste du Reichstag, d'avoir comploté avec van der Lubbe. Tout à coup des témoins surgissent qui prétendent avoir vu Torgler un quart d'heure avant l'incendie s'entretenir longuement avec van der Lubbe.

Torgler s'est présenté volontairement à la police pour étouffer les bruits qui le désignaient comme ayant hâtivement quitté le bâtiment du Reichstag quelques minutes avant l'incendie. Il fut maintenu tout de suite en état d'arrestation. « Jamais — déclarait-il — je n'ai vu le nommé van der Lubbe, rien ne me faisait douter d'un projet incendiaire. » Van der Lubbe lui-même confronté avec Torgler a assuré ne l'avoir jamais vu auparavant.

Les affirmations du service de presse officiel, d'après lesquelles le jour de l'incendie Torgler et Kœner auraient quitté le Reichstag à 22 heures par une sortie spéciale, sont de pure invention. Ils l'ont quitté peu après 20 heures, entre 20 h. et 20 h. 16 environ; à 20 h. 30 au moins Torgler se trouvait chez Aschinger, restaurant près de la gare Friedrichstrasse; il demeura longtemps dans cet établissement et fut informé par le garçon de l'incendie du Reichstag. Sur ce, Torgler quitta la salle pour quelques instants, afin de chercher confirmation de la nouvelle. Puis il revint chez Aschinger où il resta encore longtemps. Toute une série de témoins assistèrent à ces faits, le caractère mensonger du communiqué national-socialiste répandu par le service de presse officiel apparaît de toute évidence.



TANEFF



POPOFF



DIMITROFF

Taelmann, Torgler et 3 Bulgares faussement inculpés

L'intrigue est diaphane. Or, Hitler a besoin de victimes pour exciter de nouveau l'opinion contre les « incendiaires rouges » et pour justifier toutes les mesures draconiennes et dictatoriales. Et pour ne pas risquer d'être compromis comme instigateur de l'incendie et complice de l'incendiaire, le gouvernement nourrit la pensée d'entremêler l'affaire de l'incendie du Reichstag avec un ample procès contre le Comité Central du Parti Communiste Allemand.

Avant tout, cependant, le juge d'instruction publia la nouvelle sensationnelle qu'il avait réussi à saisir trois communistes bulgares, Dimitroff, Popoff et Taneff qui auraient pris part à la préparation de l'incendie du Reichstag et que v. d. Lubbe aurait déjà connus au temps du fameux attentat contre la cathédrale Swesa Nedelja à Sofia. Cet attentat ayant eu lieu le 16 avril 1925, van der Lubbe à cette époque âgé de 16 ans, se serait donc vraiment révélé champion révolutionnaire dès la plus tendre adolescence...

De plus, le profond juge d'instruction semble vouloir ignorer qu'un nommé Serghei Druscholowski, émigré russe blanc, avait été convaincu, il y a 4 ans, devant la Cour criminelle de Moabit à Berlin, d'avoir fabriqué des « documents qui paraissaient prouver que l'attentat contre la cathédrale de Sofia était provoqué immédiatement par le Commissariat de l'Extérieur à Moscou. A la même occasion, par les efforts du journaliste américain bien connu Khickerbocker, il devint notoire que la célèbre « lettre Zinoviev » avait été composée dans le même atelier.

C'était le procès « Sadathieraschwili, Karumidze et complices ». Parmi les accusés qui étaient inculpés d'avoir falsifié des « tchervonietz » (billets russes) au préjudice du gouvernement russe soviétique, se trouvait un nommé Dr. Bell. Il était agent de Sir John Deterding, chef puissant du trust mondial des pétroles anglo-hollandais « Shell », ennemi acharné des soviets. Bell avait procuré aux deux Géorgiens (Sadathieraschwili et Karumidze) l'assistance financière du roi du pétrole pour ébranler le régime soviétique.

Le fasciste Bell, ivrogne indiscret, tué par ses coreligionnaires

Le même docteur Bell se qualifiait de délégué à la politique étrangère du Capitaine Roehm, chef d'état-major des troupes d'assaut hitlériennes, compromis par des scandales homosexuels lesquels sont fréquents dans les rangs des dirigeants nazis.

Selon les recherches publiées par le « Populaire », organe central du parti socialiste français (S. F. I. O.) l'incendiaire van der Lubbe aurait été employé par Bell. Et ce n'est pas seulement un soupçon que Bell est un des fomentateurs de l'incendie du Reichstag, il s'en est vanté lui-même. Quelques jours après l'incendie, Bell apparut en état d'ébriété dans un club « nationaliste » à Berlin et continua à boire copieusement. Dans cet état, il rapporta sous le sceau du secret à M. Glatzel, ancien député populiste du Reichstag, qu'il avait été l'auteur « spirituel » de l'incendie du Reichstag.

Or, M. Glatzel ne garda pas le secret, il en informa, par lettre, certains de ses amis. Bell comprenant que son indiscrétion lui coûterait la vie, ce traître des mystères nationaux-socialistes s'enfuit de son domicile de Munich à Durchholzen, petit village tyrolien près de Kufstein, toute proche de la frontière bavaroise. Le 3 avril 1933, quatre nazis firent lever Bell de son abri, l'un d'eux, après une courte dispute, l'abattit de plusieurs coups de fusils. Ensuite les agresseurs disparurent en toute hâte dans un camion.

L'histoire du Dr. Bell éclaircit parfaitement les complexités. Les chefs hitlériens avaient besoin d'un grand coup pour exciter l'opinion, supprimer les adversaires, ériger la dictature. Ils exécutèrent l'incendie du Reichstag qui leur permit d'inculper les communistes et de suspecter les socialistes.

Un prétexte à croisade antisoviétique

Mais l'entreprise va mal; il y a trop de contradiction et de lacunes dans les communiqués, les rapports, les interrogatoires.

Même le juge d'instruction ne voit pas encore la possibilité d'une accusation solide contre le Parti Communiste Allemand. Pour embrouiller l'affaire, il implique les trois malheureux Bulgares, voulant ainsi prêter à croire que ce sont, non seulement les communistes qui ont les mains dans l'intrigue, mais aussi la III^e Internationale. Coûte que coûte le bolchevisme doit être coupable.

C'est la portée très sérieuse de l'affaire. Le grand esprit de la politique extérieure des nazis, Rosenberg, russe blanc lui-même et collaborateur intime des émigrés tsaristes de tout temps, est un ennemi exaspéré des soviets. Il rêve d'une croisade écrasante de toute l'Europe, de tout le monde capitaliste contre l'Union soviétique, sous la direction hitlérienne, il va sans dire. Hitler lui-même quoique chancelier, lança récemment des diffamations effrénées contre l'Etat bolcheviste et le système du bolchevisme. Le ministre nazi à la propagande, le Dr Goebbels, publia quelques jours après l'incendie du Reichstag un article farci de calomnies infâmes, éhontées, à l'adresse de l'U.R.S.S. Les bureaux et les dépôts de la « Derop », société allemande-russe des pétroles à r. l. étaient fouillés, certainement au grand plaisir de Sir Deterding qui serait bien charmé d'être affranchi de la concurrence soviétique en Allemagne. Ainsi, se resserre le cercle.

L'incendie du Reichstag n'est pas seulement une provocation dirigée contre les organisations ouvrières allemandes, mais aussi contre l'Union soviétique. Et il ne manque pas de symptômes qui sentent le pétrole.

Un autre incendie nazi

Enfin, il faut mentionner un autre cas dont la similitude avec l'incendie du Reichstag est incontestable. Dans la nuit du 22 au 23 février 1933, à Grossbeeren, petite ville près de Berlin, après une retraite aux flambeaux de nationaux-socialistes, la maison des pauvres fut incendiée.

Il y demeurait un ancien chef de la « Reichsbanner »



Des milliers de prisonniers sont torturés dans les camps de concentration fascistes. On voit ici les nazis montant la garde à l'entrée d'un de ces camps.

(Bannière d'Empire), organisation républicaine, que les nazis avaient menacé souvent. Schlombach, tel est son nom, fut grièvement blessé par plusieurs coups de fusil; à la fin il réussit à s'enfuir. Le domicile fut brûlé tout entier. Parmi les agresseurs, Schlombach avait pu reconnaître quelques militants des troupes d'assaut hitlériennes qu'il connaissait personnellement.

Il les dénonça : l'expéditeur Arl de Grossbeeren et le dirigeant d'assaut Glank de Teltow, retraça leur figure et leurs costumes au procureur qui pourtant ne poursuivit pas les coupables.

Un mois plus tard, après que les nationaux-socialistes s'étaient emparés du Ministère de la Justice de Prusse, le juge d'instruction écrivit un mandat d'arrêt, non pas contre les nationaux-socialistes, mais contre Schlombach, sous l'inculpation d'incendie qu'il aurait commis afin de diriger le soupçon contre les « héros » bruns.

Voilà la méthode dont les fascistes allemands ont l'habitude de se servir pour faire croire au monde leur propre innocence. Aussi le gouvernement hitlérien a-t-il promulgué une ordonnance qui défend de porter l'uniforme et les insignes des unions nationalistes sans être autorisé. Les contraventions seront punies sévèrement. Même quiconque est susceptible d'avoir obtenu par ruse la qualité de militant national socialiste est menacé d'encourir une grave peine. Avec une hypocrisie systématique, tous les crimes et extravagances compromettant la morale et la discipline de l'armée brune sont attribués officiellement, par principe, à des éléments infâmes marxistes et communistes.

Dernière tentative

La terreur blanche en Allemagne est la dernière tentative désespérée de la bourgeoisie de sauvegarder sa domination corrompue, pourrie, incapable d'améliorer l'existence des grandes couches du peuple, de remédier au chômage, de maintenir la capacité d'achat des salaires.

Les seules misérables expériences que tente Hitler pour améliorer la situation s'avèrent terriblement insuffisantes.

L'enthousiasme primordial, des défilés et des retraites aux flambeaux commence déjà à céder à la désillusion de l'estomac que tiraille le jeûne prolongé. Plus s'accroîtra l'échec du Troisième Empire, plus grandira l'urgence pour les vedettes de la croix gammée de détourner les esprits par de nouvelles manœuvres trompeuses.

Front uni contre le fascisme

A part la race juive qui est pour eux une des sources principales de tous les maux, c'est le marxisme et surtout le bolchevisme qu'il faut exterminer radicalement. Ce serait une erreur néfaste d'admettre que le fascisme spécialement de couleur hitlérienne, après avoir consolidé sa position, ne puisse arrêter les excès sanguinaires de ses troupes. Le fascisme a besoin d'exercer la terreur, car c'est sa raison d'être. De récentes provocations, des attentats fictifs, des excitations chauvinistes, l'organisation d'une Saint-Barthélémy sans pareille, la guerre même seront ses palliatifs et ses dernières ressources.

Quant à l'incendie du Reichstag, le désir de diffamer les communistes s'unit à la peur d'être formellement compromis devant l'opinion mondiale. Un péril immense pèse actuellement sur les milliers de travailleurs antifascistes allemands et plus particulièrement sur nos camarades faussement inculpés dans l'incendie du Reichstag.

Il faut protester vigoureusement et sans cesse, il faut accuser sans ménagement les incendiaires fascistes qui souillent la réputation allemande de leurs crimes maniaques.

En répandant la vérité sur l'incendie du Reichstag, en réfutant les mensonges du fléau raciste qui piétine les moindres liber-

tés ouvrières sous la botte d'un prussianisme ressuscité, vous sau-
verez Thaelmann, Torgler, Dimitroff, Taneff et Popoff menacés de
l'assassinat scélérat et les milliers de nos camarades allemands anti-
fascistes torturés dans les prisons et les camps de concentration du
monstre hitlérien.



Imprimerie d'Art Voltaire, 34, rue Richer.
Travail exécuté par des Syndiqués Unitaires et Confédérés.

Lisez « La DEFENSE »

Organe Central Hebdomadaire
de la Section Française
du Secours Rouge International



ce journal défend

**sans distinction de tendances
toutes les victimes de
la répression capitaliste**

**Il dénonce les denis de justice
et les crimes policiers**



Administration-rédaction

12, avenue Mathurin Monau, Paris (19°).

Téléphone : Combat 14.78.

Compte chèque postal : Cordier 695.79.

Le numéro 0 fr. 35.

Abonnements

Un an : 14 francs; 6 mois : 7 fr. 50; 3 mois : 4 francs.

ADHÉREZ

— AU —

**Secours Rouge
International**

organisation groupant les
travailleurs de toutes ten-
dances pour lutter contre
le fascisme et la répression



SECTION FRANÇAISE du S.R.I.

12, Avenue Mathurin-Moreau, Paris (19^e)

Compte Chèque Postal : DERIAZ 1674-69

ENVOYEZ-NOUS VOTRE OBOLE
POUR SECOURIR LES VICTIMES
DE LA TERREUR HITLERIENNE

